



MARSEILLE -HAIFA : un jumelage en question

Description

Par Michèle Sibony , pour l'Agence Média Palestine 28 janvier 2026



La coalition Stop jumelage Marseille-Haïfa¹ invitait le 17 janvier à Marseille cinq citoyens de Haïfa, palestiniens et juifs, à témoigner, en déployant mythes et réalités de leur ville, afin de dévoiler la réalité d'un « Haïfa sans filtre » selon le titre de l'événement.

Cette passionnante après-midi modérée par le réalisateur Eyal Sivan était introduite par le chercheur politologue Vincent Geisser² qui a travaillé sur les archives marseillaises de ce jumelage, ainsi que sur les archives personnelles de son artisan, Gaston Deferre.

Un jumelage central dans la défense des intérêts israéliens en France

Ce premier jumelage français date de 1958, et fait de Marseille une ville pionnière dans la chronologie et surtout dans la centralité qui lui est accordée. Le maire de Marseille socialiste et, dont le parti est alors trahi au parti travailliste israélien, croit au miracle sioniste qu'il proposera même comme modèle au FLN pour la construction de l'Algérie indépendante. Il donne immédiatement à ce jumelage un caractère relevant beaucoup plus du domaine des affaires étrangères françaises que des politiques des villes concernées. Et d'ailleurs, les gouvernements israéliens ne s'y trompent pas: la ville de Marseille devient un élément central de la défense des intérêts israéliens en France, et ce jumelage prend une dimension stratégique.

Lors des guerres israélo-arabes de 67 et 73 Defferre exige du gouvernement français que les bateaux chargés d'armes vers l'Arabie Saoudite soient bloqués dans le port de Marseille, et menace de faire intervenir les dockers s'il n'est pas entendu.

L'après Defferre est marqué par des maires qui soutiennent de plus en plus directement la politique israélienne, quelle qu'elle soit, et n'osent même pas affronter l'extrême droite israélienne.

Le collectif d'associations contre le jumelage, actif depuis 3 ans, se heurte au discours idéifiant de la mairie qui présente Haïfa comme LA ville de la coexistence judéo-arabe, et considère que la remise en question du jumelage attaquerait cet aspect fondamental et unique en Israël.

Haïfa n'échappe pas à l'apartheid israélien

Soheir Assad juriste, commence par inscrire la vie de la population palestinienne de Haïfa dans le contexte du régime légal de discrimination et d'apartheid israélien, qui souligne-t-elle n'est pas seulement territorial avec la gestion des territoires occupés de Cisjordanie et Gaza, mais aussi démographique. Si Israël met en avant les bienfaits démocratiques accordés aux citoyens palestiniens d'Israël comme le droit de vote, l'accès à l'université, et la participation au parlement, le cœur du système juridique organise par la loi du retour et la loi sur la nationalité, la séparation entre citoyens (accordée aux Palestiniens) et nationalité accordée aux seuls citoyens juifs. Il faut y ajouter l'interdiction de réunion familiale entre palestiniens des territoires occupés et palestiniens d'Israël.

Il organise aussi l'expropriation de la terre: Après la Naqba, avec la loi des absents de 1951 Israël exproprie et nationalise 93 % de la terre dont il confie la gestion à un organisme para-étatique, le Fond National juif qui ne peut les attribuer comme son nom l'indique qu'aux citoyens Juifs. Les Palestiniens ne détiennent aujourd'hui que 2,5 à 3 % des terres.

De même la loi sur les comités d'admission des nouveaux villages ou communautés de logement, autorise le refus d'intégration de Palestiniens, pour une « incompatibilité culturelle ».

Enfin la loi Etat-Nation de 2018 efface la ligne verte (de séparation entre Israël et la Cisjordanie) et unit tous les Palestiniens dans la discrimination, en proclamant une « valeurs nationales » toutes les colonies juives (à l'intérieur comme à l'extérieur de la ligne).

Haïfa rappelle-t-elle est établie sur ce système d'apartheid. La loi des absents qui a mis en œuvre l'expropriation des possessions de tout Palestinien ne pouvant être présent sur ses propriétés à une date déterminée (même pour ceux qui étaient réfugiés à l'intérieur d'Israël) et leur transfert à l'État, a eu des incidences sur les écarts socio-économiques entre juifs et palestiniens. Et la juriste produit à l'appui des données statistiques actuelles sur la ville de Haïfa, produites par les contrôleurs de l'État. Quelques chiffres parlants :

les Palestiniens constituent 12 % de la population de la ville, mais cela n'inclut pas les Palestiniens arrivant de Galilée par exemple, pour qui Haïfa est le centre économique et culturel du Nord. Cette invisibilité calculée a des conséquences sur la planification, et les crédits. Le rapport de 2022 du contrôleur d'État sur les besoins publics de la ville ne mentionne pas les besoins publics de la population palestinienne, ni même Halissa, le plus grand quartier palestinien de Haïfa.

Le revenu par habitant palestinien est en moyenne inférieur de 40 % au revenu par habitant juif. Et l'on ne compte que 7 % de Palestiniens dans les élites ou statuts supérieurs de la ville, ce qui correspond à la réalité nationale qui réserve ces postes et positions des juifs ashkenazes de préférence. La collecte des taxes locales se fait par contre de façon tout à fait égalitaire entre les deux populations. 6 % des attributions municipales sont réservées aux théâtres, centres communautaires, et associations palestiniennes. Entre 2010 et 2020 la municipalité leur a attribué 5 bâtiments. Alors que la ville dispose de 110 dispensaires « mère-enfant » pas un seul est palestinien.

Une seule école palestinienne a été construite en 15 ans. La plupart des écoles existantes, confinées dans un périmètre de 2Km datent d'avant 48, et les budgets qui leur sont alloués sont de 40 % inférieurs à ceux des écoles juives. 3 % du budget d'équipements scolaires sont attribués à ces écoles: 15000 euros contre 540 000 aux écoles juives.

Il n'est donc pas étonnant que les résultats du baccalauréat soient inférieurs pour les étudiants palestiniens et que leur accès aux filières notamment scientifiques et technologiques soit inférieur à celui des étudiants juifs.

Haïfa : une politique de planification héritée de la Naqba

Ronen Ben Arie architecte enseignant au Technion s'intéresse à la politique de planification de la ville et son développement urbain qui rend visible la discrimination. Depuis 1948, ont été mis en place les éléments du colonialisme de peuplement: déplacement de la population indigène, appropriation des terres, effacement de l'identité, ségrégation des communautés. Depuis,

la municipalité efface ou dissimule la mémoire de la Naqba. A propos de la rénovation de la vieille ville palestinienne, elle évoque le développement de la ville et son changement, sous le slogan « cent ans de coexistence » un slogan qui efface le segment temporel de la Naqba de 48.

Alors qu'en 48 justement la municipalité expliquait que « le déplacement forcé a offert une opportunité de développer la ville. »

Les années 50 ont été celles de l'installation de la ségrégation. 5% de la population palestinienne demeurait à Haïfa après la Naqba représentaient environ 3500 personnes concentrées dans un seul quartier : Wadi Nisnass, placé sous régime militaire. La fameuse loi des absents de 1951 a permis l'appropriation des biens palestiniens et leur attribution aux immigrants juifs . Wadi Salib quartier palestinien d'avant 48, exproprié a ainsi été distribué aux immigrants marocains, eux-mêmes victimes de discriminations et inégalités, qui ont ensuite eux aussi été déplacés. Wadi salib sera alors laissé à l'abandon, avec d'autres quartiers, pendant de nombreuses années. L'histoire de la Naqba est ainsi physiquement présente dans la ville mais sans narratif.

Depuis quelques années ces quartiers abandonnés sont détruits et dans un premier temps on a construit sur ces terrains des bâtiments gouvernementaux. Sur les ruines de Wadi Wsalib est édifiée en 1990 la cour de justice . Mais c'est la privatisation qui prévaut dans la gestion la plus contemporaine de ces lieux. Les terrains sont confiés à des promoteurs privés avec le soutien municipal. Les constructions conservent parfois une esthétique arabe, très prisée, ou des blocs d'immeubles .

Ronen Ben Ari évoque ensuite des processus plus récents :

Dans une ville où les quartiers palestiniens sont discriminés, la seule augmentation démographique est palestinienne. Les Palestiniens de Galilée sont attirés par ce grand centre universitaire et économique du nord, et l'augmentation démographique a engendré une augmentation des activités politiques. La ville est devenue un haut lieu de protestation et de résistance. Le maire se félicite du développement économique de la ville, déplore son dynamisme politique. D'ailleurs le renforcement de la répression policière contre les habitants palestiniens a commencé bien avant le 7 octobre 2023. Les drapeaux palestiniens étaient interdits à Haïfa bien avant de l'être à Tel Aviv. La plus grande menace pour les autorités est celle de la lutte contre la ségrégation spatiale. De plus en plus de Palestiniens viennent habiter dans les quartiers juifs. C'est ainsi que les répressions d'il y a quelques années ne visaient pas Halissa, le grand quartier arabe, mais plutôt Kyriat Eliezer un quartier juif où se sont installés des Palestiniens.

S'ils peuvent vivre dans les quartiers juifs, ces derniers continuent cependant de dépendre des structures palestiniennes confinées dans les quartiers pauvres de la ville.

Haïfa: un rôle clé dans l'appareil militaro-sécuritaire israélien

L'activiste majd Kayyal a critiqué la nouvelle vision de la municipalité et de la commission du développement économique de la ville . Il s'agit de faire de Haïfa la capitale des systèmes de sécurité et militaires , en développant les industries de surveillance. C'est ainsi que la ville regroupe les trois plus grandes industries de sécurité et militaires: Raphaël, Elbit (cyber drones), et l'aéronautique militaire, qui constituent les principaux outils du génocide rappelle-t-il. Mais il s'agit aussi de construire à Haïfa l'écosystème de ces industries, avec leur service le Technion, l'institut polytechnique du pays, lui aussi basé à Haïfa qui réunit toutes les filiales d'excellence dans ces domaines. En matière d'éducation la ville propose dès la 3^e de collège des programmes spécifiques de formation vers les technologies de ces entreprises, notamment robotique et aviation militaire. La presse encense ces programmes et nouvelles filiales, et souligne qu'elles offrent des formations pratiques et pas seulement théoriques. On ne compte plus

les bases militaires présentes dans la ville ajoute Majd Kayyal avant de conclure : Derrière la coexistence vantée par la ville se cache l'infrastructure du génocide.

Haïfa : répression et effacement de la voix palestinienne

Bashar membre du comité contre la torture, répond au maire de Marseille qui prétend que tous les habitants de Haïfa sont contre Netanyahu et manifestent chaque semaine contre le génocide. La mairie de Haïfa présente sa ville comme un bastion de résistance. Il indique que les manifestations dont il est question ne se sont pas opposées au génocide et ne provoquent même pas. Elles réclamaient le retour des otages. En réalité la gauche a été largement absente des manifestations contre le génocide, qui sont essentiellement palestiniennes. Ces dernières ne se contentaient pas de demander l'arrêt de la guerre contre Gaza, mais réclament aussi la fin du blocus afin de pouvoir soigner les blessés. Ces manifestations existent depuis bien avant le génocide. Leur répression commence en général avant même leur début, par la diffusion d'avertissements envers les Palestiniens, sur les risques qu'ils encourent, avec des arrestations basées sur des accusations sans fondement juridique, et des menaces de massacres provoquant le retour de la Naqba.

Pendant ces manifestations, on compte plus de policiers que de manifestants. L'entrée dans la manifestation est contrôlée individu par individu. Les manifestations sont encerclées et les cibles désignées avant même leur début. Des policiers en civils déguisés en palestiniens attaquent et frappent les leaders. Les drapeaux palestiniens sont interdits, ainsi que toute pancarte faisant référence à Gaza d'une quelconque manière. Ces manifestations, plusieurs par semaine, sont arrêtées en quelques minutes d'un slogan sur Gaza est profané. Les mégaphones sont confisqués, des amendes distribuées. Les manifestants sont poursuivis individuellement même après la dispersion, et attaqués et menacés par la police. D'ailleurs la police a décidé de limiter toutes les manifestations juives et arabes à Haïfa.

L'Université de Haïfa : Base militaire et haut lieu de répression

Gaïa, étudiante en sociologie et sciences politiques de l'université de Haïfa, décrit la situation des étudiants, et précise que son exposé sera une goutte d'eau dans un océan d'exemples.

Elle énumère tous les obstacles et entraves, souvent invisibles, rencontrés par les étudiants palestiniens : strict usage de l'hébreu dans les cursus (alors que l'arabe est la 2^e langue du pays et que les étudiants palestiniens suivent une scolarité principalement en arabe jusqu'au baccalauréat), remarques racistes, ignorance des jours fériés chrétiens et musulmans, drapeaux israéliens partout, des bâtiments portant le nom de criminels de guerre, des étudiants en uniforme militaire ou de police et armés, des programmes spéciaux comme le programme Odem, avec des bourses spéciales accordées pour la préparation aux unités technologiques de pointe, les industries militaires, les formations au Shin Bet (sécurité intérieure) et au Mossad (sécurité extérieure) ? Une base militaire à l'intérieur du campus, collaboration de l'université et du Technion aux foires professionnelles avec Elbit, Rafael et Aeronautique, les plus grandes industries militaires du pays, en présence du Shin Bet et du Mossad.

Le génocide a cependant engendré de nouvelles formes de répression contre les étudiants : dès le 7 octobre 2023 des menaces explicites ont été adressées aux étudiants palestiniens

leur indiquant qu'ils seraient d'noncés systématiquement à la police. Le syndicat des étudiants a lui-même organisé la collecte d'informations et donné des étudiants arabes s'exprimant sur les réseaux sociaux, et les a remis officiellement à la direction de l'université. 6 arrestations, plaintes contre 46 étudiants et membres du personnel du Technion, 8 suspensions d'études, entraves à l'organisation des manifestations : avec un cadrage imposé de 25 minutes pour la durée totale de la manifestation, interdiction de mégaphones, confinement de la manifestation dans un espace étroit et grillagé, entouré par la sécurité de l'université et la police. Aucune de ces contraintes n'est imposée à la contre-manifestation sioniste où il y a des slogans racistes et menaces.

Haïfa : une coexistence coloniale

Haïfa, c'est une municipalité qui vante la coexistence mais déteste la vie politique et culturelle palestinienne, ajoute Majd Kayyal en conclusion. Nous sommes bienvenus dans cette ville à condition d'y travailler, payer nos taxes locales, emmener nos enfants à l'école, faire une fête de temps en temps, et fabriquer leur Houmous.

Mais si on a une vision pour Haïfa, des liens communautaires, culturels ou de solidarité avec d'autres villes ou villages palestiniens, on est un vrai problème. Cette coexistence se situe dans une réalité coloniale qui veut nous enlever, notre subjectivité, notre conscience. La conscience citoyenne, active, est réservée aux juifs. Le maire a clairement dit : « Haïfa n'est pas le lieu de la liberté d'expression, si vous voulez manifester allez à Jérusalem. » Puis il a apporté une clarification : « je ne parlais pas des manifestations contre Netanyahu, je parlais des autres ». Le fondement de la coexistence nationale consiste à vous couper de votre communauté, de vos potentialités sociales et même internationales. L'argument utilisé contre les manifestations palestiniennes est que les manifestants ne sont pas de la ville, mais viennent des villages environnants. Sur le facebook de la municipalité on voit le maire debout sur un barrage de police dans Haïfa, arrêtant des jeunes et leur demandant où ils viennent. Ils répondent un village à 20 mn de voiture, et il leur demande : pourquoi venez vous ? En réalité cette diabolisation des villages est celle des activistes de Haïfa.

Tout ce qui est beau et bon culturellement dans cette ville s'oppose à cette coexistence coloniale, a ajouté Majd Kayyal, car c'est le moyen de développer notre subjectivité, notre culture, notre conscience.

En tous cas la conscience des citoyens marseillais participant à cet événement, saisie de ce tableau, devrait faire du jumelage de leur ville avec Haïfa une vraie question éthique lors des prochaines élections municipales.

[1](#) Coalition Stop Jumelage Marseille-Haïfa: AFPS à ANC/URC Midi -Coalition stop jumelages à LFI- Le rameau de la biodiversité à Palestine 13 à Tsedek à UJFP à UPM

[2](#) Sociologue et politologue chargé de recherche (CNRS), à l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (IREMAM-AMU) à Aix-en-Provence.

date créée
2026/02/03